

21 mars 2017

Anticiper les impacts économiques et sociaux de l'intelligence artificielle

Face aux progrès de l'intelligence artificielle, les interrogations se multiplient. Pour France Stratégie et le Conseil national du numérique (CNNum), les entreprises et les administrations doivent se concentrer sur l'identification des données susceptibles d'être utilisées et sur les modalités concrètes de leur utilisation. Bien anticipée, l'intelligence artificielle induira plus une transformation du travail que des suppressions d'emplois.

Lancée en janvier dernier, l'initiative « France IA » réunit des experts de l'intelligence artificielle pour co-construire la stratégie nationale en intelligence artificielle. Le rapport « France IA, la stratégie française en intelligence artificielle », publié ce jour, identifie les défis que la France devra relever et propose des recommandations concrètes à mettre en œuvre dans les prochaines années pour développer ce potentiel d'innovation dans notre pays.

France Stratégie a contribué à l'élaboration de ce rapport et a travaillé avec le CNNum sur les impacts économiques et sociaux que pourrait avoir l'intelligence artificielle.

Sortir des scénarios qui tétanisent

L'objectif du document présenté est de sortir d'une vision simpliste de l'intelligence artificielle qui se focaliserait sur la disparition massive d'emplois et occulterait les perspectives positives réelles (gains de productivité dans les entreprises, amélioration de la qualité des services) ou les alertes essentielles (risque de dépendance économique accrue, absence de gouvernance des transformations, sous-estimation des impacts sur la vie quotidienne). **Il est crucial de s'organiser dès maintenant pour tirer parti de la dynamique engagée.** Sans cela, il existe un risque réel de décrochage économique et de

perte d'indépendance. Au plan social, l'absence d'anticipation pourrait dans ce cas engendrer des destructions d'emploi.

Les recommandations

La valeur provient des données nécessaires à l'apprentissage

Les données sont au fondement de la transition numérique à l'œuvre depuis quelques décennies et elles sont aujourd'hui au cœur de l'apprentissage des algorithmes. Du contrôle de la donnée dépendent non seulement la protection de la vie privée mais aussi la puissance économique, pour ceux qui parviennent à en tirer profit. Les organisations doivent être sensibilisées à la valeur des données brutes : il faut rendre accessibles les données pouvant servir à l'apprentissage machine mais en offrant un retour à ceux qui y contribuent. Les géants du numérique, capables de collecter des masses de données, partent avec un avantage certain dans ce domaine. La France ne manque pas pour autant d'atouts, notamment en ce qui concerne les bases médico-administratives de santé. Il faut aujourd'hui accentuer l'effort en matière d'accès aux données publiques et parapubliques mais aussi engager une réflexion sur la libre circulation des données – entre espaces géographiques et entre acteurs économiques – et en définir les conditions.

Penser la transformation des métiers plutôt que d'acter une diminution irréversible du nombre d'emplois

Le développement de l'intelligence artificielle nous rappelle de veiller à ce que la machine demeure au service de l'humain : les dispositifs techniques doivent servir à améliorer les capacités ou les conditions de travail, et non à augmenter la dépendance ou la mécanisation du travail. Les métiers seront en grande partie transformés plus qu'ils vont disparaître.

Le plus urgent est de mesurer la substituabilité des compétences humaines par l'Intelligence artificielle et d'encourager les compétences non substituables. Une réforme de la formation tout au long de la vie est alors nécessaire pour que les individus puissent développer des compétences transversales de créativité et d'adaptabilité tout en acquérant les compétences techniques spécifiques à l'intelligence artificielle.

En accélérant l'obsolescence des compétences acquises lors de la formation initiale, l'intelligence artificielle pose aussi la question du temps de formation continue et de la modification de ses contenus, de ses structures. L'extension

des temps de formation paraît nécessaire. Les professions les plus touchées par l'automatisation pourraient être prioritairement ciblées par une politique de formation préventive.

Accompagner ces transformations par une concertation nationale

L'intelligence artificielle suppose un diagnostic partagé et des échanges entre les parties prenantes, à tout niveau, depuis l'individu jusqu'aux structures nationales, dans les entreprises, les branches, avec les organisations syndicales. C'est pourquoi le rapport appelle à une large concertation sur l'intelligence artificielle et sur les transformations de l'emploi qui en découlent. Elle réunirait tous les grands acteurs de l'emploi, pour anticiper les transformations, réfléchir à la complémentarité humain-machine, identifier des modes de complémentarité vertueux et repenser les modes de formation tout au long de la vie.

France Stratégie continuera à travailler sur l'intelligence artificielle, thème central de la révolution numérique, en donnant la priorité à l'emploi et à la dimension territoriale.

[Consulter le rapport](#)